

Pour un environnement vivable

MÉMOIRE DU COMITÉ DE CITOYENS DE MASKINONGÉ MEMBRE DE LA COALITION CITOYENNE

PRÉSENTÉ LE 27 MARS 2003 À SHAWINIGAN

AUX AUDIENCES DE LA COMMISSION DU BAPE

SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (SD) DE LA PRODUCTION
PORCINE

Par Claude Livernoche en collaboration avec Michel Neveu

Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires,

Le Comité de citoyens de Maskinongé a jugé bon de faire connaître son point de vue sur ce que le Ministre de l'Environnement a choisi d'appeler La Commission du BAPE sur le développement durable de la production porcine .

Les résidents de Maskinongé subissent depuis plus de trente-cinq ans de la présence bien sentie d'une porcherie située à environ 400 m du village. Cette porcherie utilise une technologie d'un autre âge qui n'a rien à voir avec la propagande publicitaire de la Fédération des producteurs de porcs du Québec.

Ils auraient peut-être continué à endurer ces odeurs ad nauseam n'eut été de certaines rumeurs à la fin du printemps 2002. Des promoteurs songeaient à construire des méga-porcheries sur le territoire de la municipalité. En deux petites semaines, une pétition recueillait plus de 1200 signatures de gens s'opposant fermement à l'implantation de telles saloperies chez eux. 1200 personnes, ça veut dire la moitié de la population tous âges confondus!

Quelques jours plus tard, notre Comité de citoyens voyait le jour. Il regroupe présentement 260 membres qui sont préoccupés par la qualité de leur environnement et qui veulent protéger la qualité de l'air, de l'eau et des sols. La lutte s'annonce ardue. Il est plus difficile de faire adopter une nappe phréatique par des vedettes de la chanson et de l'humour qu'une rivière ou un béluga!

Non seulement le Comité oppose une fin de non-recevoir à ces barons du porc mais aussi a-t-il aussi décidé de ne plus tolérer la porcherie existante qui empeste la population de Maskinongé et qui continue de contaminer les sols et l'eau. Nous vous rappelons que la municipalité de Maskinongé est située sur la rive nord du Saint-Laurent, en bordure du Lac Saint-Pierre et des îles de la tête du lac. La rivière Maskinongé, récipiendaire de la contamination porcine, traverse le territoire du nord au sud et se jette dans le Lac Saint-Pierre. Vous n'ignorez sans doute pas que le Lac Saint-Pierre est classé réserve mondiale de l'UNESCO et site Ramsar.

Le Comité de citoyens de Maskinongé se fait, lui, le promoteur d'un environnement vivable maintenant et pour l'avenir. Il sait ce qu'est le développement durable et c'est justement avec cette perspective en tête qu'il s'oppose au mode de production porcine tel qu'il est pratiqué de nos jours.

Étant donné le peu de temps qui nous est alloué pour cette présentation, notre mémoire n'aborde qu'une toute petite partie du flot de problèmes soulevés par la production porcine. Il contient quatre recommandations qui, si elles sont accueillies favorablement, permettront de remettre un peu d'ordre dans la situation anarchique dans laquelle nous plonge l'industrie porcine. Ces recommandations permettront sans doute aussi au Ministre de l'Environnement de parler avec un peu plus de rigueur de développement durable.

Le mandat de la Commission

C'est avec stupéfaction que nous avons appris le mandat qui vous était confié. Imaginez, un ministre de l'Environnement qui veut développer durablement une production extrêmement polluante! À la limite, on aurait pu s'attendre à pareil mandat de la part du Ministre de l'Agriculture, lui qui doit recevoir l'agrément de l'UPA s'il veut rester en selle. Mais de la part d'un ministre de l'Environnement, convenez que c'est plutôt bizarre!

Si les mots ont encore un sens, le développement durable tel que défini dans le rapport Brundtland (1987) est tout le contraire de ça. On assiste ici à un détournement de sens, à un galvaudage terminologique qui se situe à cent lieues de l'honnêteté intellectuelle. Votre mandat aurait du porter sur l'étude des conditions de la production porcine dans une perspective de développement durable.

Nous comptons sur vous pour transmettre au virtuose de la mauvaise farce et de la langue de bois notre indignation la plus profonde.

La composition de la Commission

Nous sommes aussi déçus que votre commission ne compte pas de commissaires détenteurs de diplômes universitaires en sciences de l'eau, du sol, de la santé. Lorsque nous avons contacté le président du Bape à ce sujet, il nous a répondu qu'il avait nommé des personnes douées pour l'écoute, ce dont nous ne doutons pas. Mais il faut souvent une bonne dose d'expertise pour poser les bonnes questions, pour donner des mandats pertinents.

Par exemple, nous étions à Joliette lorsque l'expert fédéral en inspection des viandes a commencé sa présentation en disant :

« Je dois vous dire que lorsque j'ai été invité à venir faire une présentation sur l'innocuité dans le cadre de cette Commission, je me suis interrogé un petit peu sur le lien qu'on pouvait voir entre l'innocuité et le phénomène de l'industrie porcine relié à l'environnement. D'ailleurs, je me pose encore la question. Disons que je n'avais pas une orientation précise parce qu'on ne m'a pas demandé sous quel angle, on ne m'a pas proposé un angle sous lequel je devais aborder la question. Alors, ce que j'ai décidé de vous faire, c'est de présenter un peu quelles sont les interventions de l'Agence canadienne d'inspection des aliments au niveau de l'industrie de la viande... »

Voilà. En fait, nous n'avons appris rien de bien neuf en plus de 50 sessions de témoignages étalés à la grandeur du Québec habité.

Qui a fait le point sur la question de l'antibiorésistance?

Qui a chiffré avec précision le coût des subventions qui arrosent l'industrie porcine?

Qui a évalué le coût environnemental de cette production?

En lisant les transcriptions des audiences, il faut bien admettre que la très vaste majorité des témoignages se résume en un tas de banalités, de lieux communs. Sauf exception, les témoins sont venus ici recycler leurs vieilles présentations PowerPoint.

Le règne des lobbys

Nous nous rendons bien compte que lorsque des citoyens osent s'opposer à la production porcine telle qu'elle se pratique actuellement, ils se heurtent à des intérêts colossaux. L'industrie porcine carbure à la subvention.

Selon les chiffres de la Coalition citoyenne, nous avons payé en moyenne, depuis 1988, autour de 70\$ en subventions pour chaque carcasse vendue sur le marché à 130.10\$. C'est environ 54% de subvention. Et ces porcs ont été écoulés à 75% sur les marchés internationaux.!

On peut comprendre que l'État subventionne dans le but d'assurer l'autosuffisance alimentaire; toutefois, il est économiquement indéfendable de subventionner les marchés internationaux. Plus on produit, plus on se ruine.

De plus, dans notre municipalité, les gaspilleurs d'eau comme les producteurs de porc réussissent par toutes sortes de manigances à payer l'eau moins cher que le simple citoyen. Voilà une autre subvention. Le citoyen paye plus cher un bien essentiel que le producteur pour qui l'eau est une matière première. C'est comme à la loterie, la masse assure le gros lot pour le petit nombre. Mais contrairement à la loto, ce sont toujours les mêmes qui gagnent. Et lorsque les citoyens osent réclamer plus d'équité, demandent qu'on applique le principe de l'utilisateur-payeur, certains membres de l'UPA n'hésitent pas à menacer et à intimider. Suffisamment pour faire renverser une décision prise démocratiquement en conseil municipal.

Il est bien fini le temps de la petite ferme familiale. Place maintenant à l'agro-business! La sélection naturelle a remplacé le paysan généreux, respectueux de ses concitoyens et de l'environnement par des êtres avides, cupides et sans scrupules qui brandissent leur sacro-saint droit de produire comme un ayatollah agite son Coran. Imaginez, ils veulent être concurrentiels sur les marchés internationaux peu importe le prix. Quand on sait que ce ne sont pas eux qui vont payer les pots cassés.

Le philosophe Michel Serres, professeur à l'Université Stanford de Palo Alto en Californie a écrit :

« La concurrence à tout prix, c'est ce qui nous rapproche le plus des animaux. »

L'industrie porcine nous menace des pires calamités, fait du chantage à l'emploi, elle qui ne réussirait pas à rester en affaires pendant six mois si l'État ne les arrosait pas de ses généreuses subventions. Le président de l'UPA, lui, appelle ça des « mesures d'accompagnement ».

L'UPA, la Fédération des producteurs de porcs, les intégrateurs, la Fédérée, Olymel, les organismes prêteurs et tout ce qui gravite autour de l'industrie porcine constitue un puissant lobby. Comme au temps des Barons voleurs, ils n'hésitent pas à bulldozer les droits des citoyens, à les menacer et à saccager l'environnement. Ils sont bien ceux que David Lewis appelait les *corporate welfare bums*.

Prospective

Nous vivons sur une petite planète. C'est la seule planète habitable dans le système solaire. Les continents ne représentent que le huitième de la surface de la Terre. Seule une petite partie des continents se prête à l'activité humaine. Au Québec, les terres propres à l'agriculture ne représentent que 2% de la superficie du territoire. Pour nous, citoyens, le seul développement possible est le développement durable.

Madame et Messieurs les commissaires, lorsque vous aurez terminé votre grande tournée et que vous ferez le bilan de ce que vous avez entendu pendant ces audiences, réfléchissez à ce qui suit :

Il y a 20 ans, qui aurait pu prévoir que des tyrans responsables de crimes contre l'humanité seraient traduits devant le Tribunal pénal international? Demandez-vous quel sort on réservera dans l'avenir aux empoisonneurs publics. On en a déjà une petite idée lorsqu'on pense à l'affaire du sang contaminé ou au scandale de Walkerton.

Dites au Ministre que ce jour-là, les responsables ne pourront pas plaider l'ignorance.

Recommandations

Sachant que plusieurs intervenants vont y aller d'un flot de recommandations, nous nous limiterons à n'en faire que quatre que nous jugeons essentielles:

- 1- Nous demandons la prolongation du moratoire sans possibilité de dérogation pour une période de cinq ans afin de faire des études sérieuses sur tout ce qui touche la production porcine;**
- 2- Nous demandons la mise sur pied d'une véritable commission d'enquête avec pouvoir d'assigner des témoins pour enquêter sur tous les aspects de la production porcine au Québec; cette commission pourra s'appuyer sur les études dont il est question à la première proposition;**
- 3- Nous demandons la mise sur pied d'une commission parlementaire qui pourra utiliser les conclusions de la commission d'enquête pour définir un cadre législatif et réglementaire où la qualité de l'environnement et le développement durable priment sur les intérêts particuliers des lobbys de l'industrie porcine;**
- 4- Nous demandons au Ministre de l'Environnement d'écouter les citoyens.**

Madame, messieurs, merci de votre attention.